



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Lille, le 30 MAI 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE**

46 ROUTE DE NESLE  
BP 70007  
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2024-E30043  
Code AIOT : 0005102404

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point avec l'exploitant, sur les porter à connaissance (PAC) en cours d'instruction a été fait. Il en ressort que le PAC sur l'essai méthanation n'est plus d'actualité. Le projet ayant été abandonné, le dossier peut ainsi être clôturé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	3) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
4	4) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
5	5) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
6	6) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
7	7) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	8) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
9	9) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :  1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;  2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  Le site stocke des liquides inflammables. Une demande d'antériorité a été déposée et est en cours d'instruction. Au vu des nouvelles rubriques sollicitées, le site relèverait de la rubrique 4331-1 à Autorisation. L'exploitant a présenté un tableau reprenant l'ensemble des produits stockés en réservoirs sur le site avec les phrases de risques associés. L'ensemble des liquides inflammables du site relevant de la rubrique 4331 présente la phrase de risque H225. Ainsi, la démarche PM2I est applicable à l'établissement.  <u>Observation</u> : Le tableau fait apparaître des dates de fiches de données de sécurité (FDS) anciennes. L'exploitant a indiqué que la mise à jour des FDS était en cours. L'exploitant veillera à disposer des FDS des produits présents du le site, datées de moins de 3 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est soumis à autorisation. C'est un site seveso seuil bas.</p> <p>Une demande d'antériorité a été déposée et est en cours d'instruction. Aucun changement de régime n'est à prévoir.</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau reprenant l'ensemble des produits stockés en réservoirs sur le site avec les phrases de risques associés. La démarche PM2I est applicable à l'établissement pour le stockage de l'acide péracétique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : 3) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de classeurs pour les équipements. Le classeur de l'équipement 2B830-10 (réservoir de stockage d'alcool) a été vu ; il présente plusieurs onglets : 1)Dossier de suivi individuel, 2) Fiche de renseignement, 3)Note de calcul, 4)Dossier du constructeur, 5)Plan d'inspection, 6)Visite de routine, 7)Inspection externe détaillée, 8)Inspection hors exploitation détaillée, 9)Accessoire de sécurité et de niveau, 10)Dossier de réparation, 11)Plan, 12)Autres.</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de suivi informatisé sur lequel apparaissent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents réservoirs et leurs caractéristiques,</li> <li>- les visites de routine : la périodicité (un an), les dates des deux dernières visites et la date de la prochaine visite (prévisionnelle),</li> <li>- les inspections externe détaillées : la périodicité (5 ans), les dates des deux dernières visites et la date de la prochaine visite (prévisionnelle),</li> <li>- les inspections hors exploitation (inspection interne) : la périodicité (10 ans), les dates des deux dernières visites et la date de la prochaine visite (prévisionnelle).</li> </ul> <p>Par courriel du 9/04/2024, l'exploitant a transmis la procédure actualisée de recensement et de suivi des équipements soumis à pmii : elle présente le domaine d'application, les documents de référence, les modalités de mise en place de l'inventaire des équipement et ouvrages concernés, des logigrammes relatifs au recensement (est-ce que l'équipement est concerné ou non) et au suivi des équipements (état initial, programme et plan d'inspection, périodicité des visites et inspections) des équipements (réservoirs, massifs, cuvettes), le rôle et les responsabilités des</p>

<p>intervenants (responsable SSE, service maintenance, société de contrôle). Cette procédure est accompagnée d'une carte de localisation des différents équipements (stockages).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : 4) Recensement des équipements soumis au PM2I

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tableau présente les différents critères de l'arrêté ministériel qui a permis à l'exploitant d'identifier dans son recensement que seul le réservoir de stockage d'acide péricétique est soumis au présent article.</p> <p>A noter dans le recensement, 11 réservoirs de liquides inflammables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : 5) Modalités de suivi des réservoirs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>— à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> </ul>

<p>— pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son programme d'inspection des cuves de stockages. Il est indiqué que le programme s'appuie sur l'arrêté du 4/10/2010 et du DT94.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble des visites et inspections sont externalisées et réalisées par Institut de soudure.</p> <p>Le tableau présente les dates des deux dernières visite de routine, les dates des deux dernières visites, les dates des deux dernières inspections externe détaillées, les futures dates de visite et inspections pour chaque réservoir. C'est le responsable expertise réglementaire équipement sous pression et PMII qui surveille et gère la programmation des visites et inspections des équipements via un tableau informatique.</p> <p>Les délais sont globalement respectés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : 6) Recensement des équipements soumis au PM2I

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>— les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>— les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des massifs des réservoirs et cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-1 cuvette de rétention et 11 massifs pour le stockage des alcools,</li> <li>- 1 cuvette de rétention et 1 massif pour l'acide péracétique.</li> </ul> <p>Ce tableau est en cohérence avec le tableau de recensement des réservoirs.</p> <p>Le tableau de recensement des équipements fait apparaître que l'exploitant a mené également une réflexion sur les tuyauteries, les caniveaux et les fosses. L'exploitant n'a pas recensé de structures supportant les tuyauteries, de caniveaux en béton et de fosses humides tels que décrits dans le présent article, appartenant au site.</p>

N° 7 : 7) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

**Constats :**

L'exploitant dispose de classeurs pour les équipements. L'exploitant a présenté son programme d'inspection des massifs et cuvettes de rétention. Il est indiqué que le programme s'appuie sur le DT92.

L'exploitant a indiqué que l'ensemble des visites et inspections sont externalisées et réalisées par Institut de soudure, comme pour les réservoirs.

Le tableau présente :

- les catégories des ouvrages, les périodicités de visite de surveillance (1 an pour tous les ouvrages excepté pour l'acide péracétique, 5 ans) ;
- les dates des dernières visites de routine, à partir de 2012 ;
- les dates des trois dernières visites, accompagnées des dates de l'analyse des fiches de surveillance et de la classe donnée aux ouvrages à l'issue de chaque visite.

Observation : L'exploitant indiquera si les ouvrages liés à l'acide péracétique ont bien une périodicité de contrôle tous les 5 ans car ils ont fait l'objet d'un contrôle en 2022 et en 2024.

Les ouvrages des alcools ont fait l'objet de travaux de mise en conformité en 2021.

La dernière visite des ouvrages a eu lieu le 29/02/2024 et devrait donner lieu à une classe 1 pour l'ensemble des ouvrages. Lors de l'inspection, l'exploitant était dans l'attente de la réception de l'analyse des fiches de surveillance.

Les délais sont globalement respectés.



<u>Observation</u> : L'exploitant veillera à bien respecter la périodicité des 1 an. Il est à noter que l'exploitant déclenche le nouveau contrôle à la date de l'analyse des fiches de surveillance.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 8 : 8) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le classeur de l'équipement 2B830-10 (réservoir de stockage d'alcool) a été vu ; il présente plusieurs documents répartis dans les onglets suivants : 1)Dossier de suivi individuel, 2) Fiche de renseignement, 3)Note de calcul, 4)Dossier du constructeur, 5)Plan d'inspection, 6)Visite de routine, 7)Inspection externe détaillée, 8)Inspection hors exploitation détaillée, 9)Accessoire de sécurité et de niveau, 10)Dossier de réparation, 11)Plan, 12)Autres.</p> <p>Le réservoir fait l'objet d'un contrôle annuellement, tous les 5 ans et tous les 10 ans.</p> <p>La dernière visite annuelle a eu lieu le 15/12/2023, la dernière inspection externe détaillée et la dernière inspection hors exploitation, le 23/06/2022.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 9 : 9) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <p>— à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</p>

— à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

— pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

**Constats :**

Le classeur de l'équipement 2B830-10 (réservoir de stockage d'alcool) a été vu.

La visite de routine du 15/12/2023 conclut que le réservoir peut être maintenu en service. Il n'y a pas de constatation qui entraîne de plan d'action.

L'inspection externe détaillée et l'inspection hors exploitation ont eu lieu en même temps car les dates butoires étaient communes. Elles ont eu lieu le 23/06/2022.

Les rapports de la dernière visite et de la dernière inspection ont été transmis par courriel du 11/04/2024.

Le rapport « checklist inspection du CODRES 2009 Div.2 » ne conclut pas ; il ne fait cependant pas apparaître de préconisation au point 12.

Le rapport d'examen non destructif du réservoir du 23/06/2022 (N° 2B830-10PT) indique que le contrôle ressuage n'a pas mis en évidence d'indication linéaire de type fissure.

Le rapport d'examen non destructif du réservoir du 23/06/2022 (N° 2B830-10UT) présente les résultats des contrôles des épaisseurs réalisés.

Le rapport technique du réservoir du 23/06/2022 (N° B830-10RT) s'appuie notamment sur les 2 rapports non destructif des réservoirs du 23/06/2023. Il conclut à des propositions d'actions :

- continuer à vérifier la propreté des événements,
- continuer à nettoyer régulièrement les cuvettes de rétention,
- actions à réaliser pour les futures inspections : le CODRES 2009 indique également que des notes de calcul pour la tenue au vent et du dimensionnement des événements périphériques positionnés sur le toit vis-à-vis de l'aspiration ou du gonflement du réservoir doivent être effectuées. La mise à la terre doit répondre à la norme C 17-100.

Lors de la visite sur site, le réservoir a été vu. Le réservoir, le massif et la cuvette de rétention ne présentaient pas de défauts apparents. Il a été vu des cordons de soudures de différentes périodes sur le réservoir et des traces des réparations sur la cuvette de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite